

Réponse à la consultation publique de la CRE du 26 février 2009 sur les principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

Objet : ce document contient les réponses et commentaires de Storengy à la consultation publique de la CRE du 26 février 2009 sur les principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel.

Préambule

Ainsi qu'il est rappelé dans la consultation (point 1.2) il appartient au premier chef aux fournisseurs/utilisateurs des réseaux de transport d'équilibrer leurs entrées et sorties de gaz (cf article 8.2 de la Directive 2003/55/CE). L'équilibrage dont les GRT ont la charge n'a qu'un caractère résiduel, destiné à pallier la défaillance des utilisateurs du réseau et à assurer les besoins physiques du réseau. Les règles d'équilibrages doivent être conçues pour minimiser le rôle d'équilibre physique résiduel du GRT (points 1.5 et 1.26 des Guidelines for Good Practice for Gas Balancing, réf. E06-GFG-17-04, 6 décembre 2006).

Actuellement, l'obligation d'équilibrage pesant sur les utilisateurs des réseaux de transport français est une obligation journalière (cf Consultation ; voir aussi le contrat d'accès de GRTgaz qui prévoit que l'expéditeur doit faire ses meilleurs efforts pour équilibrer ses entrées et sorties de gaz et qu'en cas de déséquilibre, le transporteur n'est pas obligé d'assurer l'équilibrage).

Q1 Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

Réponse de Storengy :

Storengy partage l'analyse de GRTgaz et estime que l'augmentation importante des besoins de flexibilité intra-journalière, liée au fonctionnement des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel, nécessite une modification des règles d'acheminement et d'équilibrage.

Si les règles d'acheminement et d'équilibrage n'étaient pas adaptées, aucune garantie sur le bon fonctionnement du système gazier ne pourrait être donnée. Par ailleurs, les surcoûts liés aux besoins spécifiques de modulation intra-journalière des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel seraient répartis sur l'ensemble des consommateurs de gaz. Enfin, aucune incitation à investir dans le développement des sources de flexibilité intra-journalière en réponse aux besoins ne serait donnée.

Q2 Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

+

Q4 Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

+

Q7 Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

Réponse de Storengy :

Pour Storengy, la mise en œuvre d'un équilibrage horaire est impérative dans le cas de contraintes techniques avérées du système gazier, ce qui est le cas pour les centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel.

En effet, l'augmentation importante de la puissance installée des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel va profondément impacter le fonctionnement du système gazier. La modulation intra-journalière nécessaire au fonctionnement des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel implique une modulation de même amplitude pour leurs approvisionnements gaziers.

Un maintien de l'équilibrage journalier actuellement en place aurait pour conséquences de transférer et de répartir les surcoûts liés aux besoins spécifiques de modulation intra-journalière des centrales de

production d'électricité à partir de gaz naturel sur l'ensemble des consommateurs de gaz. La production des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel serait ainsi subventionnée par les consommateurs de gaz. Par ailleurs, le maintien de l'équilibre journalier ne donnerait pas les signaux de prix indispensables ni pour orienter les investissements en moyens de modulation et leur utilisation optimale, ni pour refléter les coûts de production des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel.

Cette obligation d'équilibre horaire pourrait également être étendue aux gros consommateurs fortement modulés. Il n'y a en effet pas de raison objective d'appliquer un traitement différent aux gros consommateurs dès lors que leur consommation est très fortement modulée.

Q3 Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

Réponse de Storengy :

Les producteurs d'électricité devront effectivement être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel, pour permettre au GRT de gérer l'équilibre global du système gazier. Ceci dans le cadre des conditions d'acheminement et des règles d'équilibre qui auront été retenues et mises en place.

De plus, les producteurs d'électricité devront être fortement incités à fournir, la veille, un programme horaire le plus proche possible du profil de consommation horaire effectivement réalisé le lendemain (par exemple via la mise en place d'un système de pénalités à définir).

Cette fourniture d'un programme horaire par les producteurs d'électricité n'est réellement pertinente que dans le cadre de la mise en œuvre d'un équilibre horaire pour les centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel.

Q5 Quelle est votre analyse du modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

Réponse de Storengy :

Storengy n'est pas favorable au modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation.

En effet, il n'est pas dans les missions des GRT de commercialiser des produits qui ne sont pas strictement nécessaires au transport du gaz naturel. Au sens des textes et notamment de la directive européenne, le transporteur doit fournir et commercialiser deux services (l'acheminement et le stock en conduite lorsqu'il y en a de disponible). Acheter à des tiers et commercialiser de la flexibilité reviendrait à faire jouer au transporteur un rôle qui sort du cadre prévu.

Par ailleurs, les GRT ne disposent que du stock en conduite en tant que moyen de modulation. Les autres moyens de flexibilité relèvent de la responsabilité des opérateurs de stockage, de terminaux méthaniers, ou des producteurs. Une relation directe entre utilisateurs et fournisseurs de flexibilité, dans le cadre d'une logique de marché, est préférable pour des raisons d'efficacité et pertinence des signaux de prix.

Enfin, le modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » ne sera pas incitatif en terme d'investissement dans le développement des moyens de modulation et ne donnera pas aux fournisseurs de flexibilité les signaux économiques durables dont ils ont besoin pour engager les développements nécessaires.

Q6 Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?

Réponse de Storengy :

Storengy n'est a priori pas favorable à des différences de traitement en fonction de l'avancement des projets de centrale de production d'électricité à partir de gaz naturel.

Par contre, l'emplacement géographique des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel (notamment la distance à des sources de flexibilité) apparaît clairement comme un élément objectif discriminant dont il faudra impérativement tenir compte dans le modèle retenu.

Q8 Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

Réponse de Storengy :

Storengy est favorable à une clarification au plus tôt des règles applicables aux centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel sur le réseau de transport de gaz naturel.

Storengy prend note des projets de la CRE concernant les suites qui seront données à la Consultation. Elle restera attentive à ce que les orientations et les propositions qui seront faites concernant la flexibilité intra-journalière des centrales de production d'électricité à partir de gaz naturel restent conformes aux règles législatives et réglementaires.

Q9 Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?